

## **20200425 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/24336/a-calais-apres-les-mises-a-l-abri-les-retours-volontaires-a-la-rue>

### Actualités



Des tentes de migrants, à Calais, le 31 octobre 2019. Crédit : Mehdi Chebil

## **À Calais, après les mises à l'abri, les retours volontaires à la rue**

Par [Charlotte Oberti](#) Publié le : 24/04/2020

Dans le Pas-de-Calais, une centaine de migrants ont quitté leurs lieux de mise à l'abri pour revenir dans les campements sauvages de Calais, où des échauffourées avec les forces de l'ordre ont éclaté mercredi. Le temps clément, propice aux traversées de la Manche, serait l'une des raisons de ces retours.

Certains migrants reviennent à Calais à pied depuis la commune de Saint-Martin-Boulogne, distante de 35 kilomètres. "Ils marchent pendant deux jours", commente François Guennoc, vice-président de l'association de l'Auberge des migrants. Une fois arrivés, ils retournent vers les campements sauvages qu'ils avaient quittés quelques jours plus tôt à bord de bus affrétés par les autorités pour les mettre à l'abri du coronavirus. "Ils estiment qu'ils ne sont pas plus en sécurité contre le virus dans les centres d'hébergement que dans la 'jungle'", rapporte le militant.

Selon des chiffres de la préfecture du Pas-de-Calais, 327 migrants ont été [mis à l'abri depuis le 3 avril](#) lors de neuf opérations distinctes, réalisées sur la base du volontariat. "Depuis le début des opérations, il apparaît qu'un tiers des migrants ont quitté les centres d'hébergement", soit plus d'une centaine de personnes, affirme la préfecture, sans en préciser les raisons.

Si ces personnes ont choisi à nouveau les tentes de Calais plutôt que l'hôtel "type Formule 1" de Saint-Martin-Boulogne ou le centre de vacances de Merlimont, c'est à première vue souvent pour des questions de nourriture. "Certains disent qu'ils ne recevaient pas suffisamment à manger", avance Claire Millot, bénévole au sein de l'association Salam. Mais le "vrai" motif de leur retour est un secret de polichinelle. "Ils ne le disent pas mais il y en a qui sont en lien avec des passeurs et qui ont des projets de traversée [de la Manche pour atteindre l'Angleterre, NDLR], poursuit François Guennoc. Le temps est clément en ce moment, certains réussissent la traversée."

>> **À (re)lire :** [Des dizaines de migrants tentent de traverser la Manche malgré le confinement en France et en Angleterre](#)

Le 12 avril, 72 migrants ont été interceptés par les autorités britanniques, alors qu'ils s'approchaient des côtes anglaises à bord de quatre embarcations différentes.

## **Echauffourées**

Toujours est-il que pour les associations, le retour de ces personnes n'est pas une surprise. "Nous avons déjà prévenu le préfet : si il veut que les gens aillent dans les hébergements, il faut que ceux-ci soient à Calais [d'où partent les camions vers le tunnel de la Manche, NDLR]", dit encore François Guennoc. "Mais bien-sûr la mairie fait pression pour que les exilés ne soient plus présents sur le territoire."

Pourtant, plusieurs centaines de migrants - entre 400 selon les autorités et 800 selon les associations - originaires en majorité du Soudan, d'Érythrée, d'Afghanistan et d'Iran sont toujours présents dans les campements de Calais. Beaucoup ont refusé la mise à l'abri de l'État. D'autres sont des nouveaux arrivants qui ont pu prendre l'un des rares trains encore en circulation ou sont venus à pied depuis Dunkerque, précise François Guennoc. Et dernièrement, la colère a encore grandi au sein cette population, bien plus inquiète à l'idée de devoir renoncer à ses rêves d'Angleterre qu'à celle d'être contaminée par le Covid-19.

>> **À (re)lire :** [Calais : deux migrants à la rue touchés par le coronavirus](#)

Mercredi 22 avril, des échauffourées ont éclaté dans la zone industrielle des Dunes entre un groupe de migrants soudanais et des forces de l'ordre venues les déloger, comme tous les deux jours. "Des migrants ont refusé de quitter le terrain illégalement occupé. Ils ont dû alors être évincés par les forces de l'ordre", indique la préfecture du Pas-de-Calais. "Un peu plus tard, une quarantaine de migrants ont jeté des projectiles, notamment des pierres, sur les forces de police et de gendarmerie mobile. Un policier et deux gendarmes ont été blessés, ces deux derniers ont été transportés au centre hospitalier de Calais."

François Guennoc parle lui de gaz lacrymogène lancé par les forces de l'ordre. Une bénévole a également été blessée dans ces heurts, selon lui, et un camion appartenant à l'Auberge des migrants a été incendié. Suite à ces violences, un jeune Soudanais a été condamné en comparution immédiate à une peine d'emprisonnement avec sursis, rapporte le journal [La Voix du Nord](#).

**"Ce n'est pas étonnant que ça explose"**

Cette situation tendue n'est, elle non plus, pas une surprise. "On sent davantage d'énervement que d'habitude. La façon dont ces personnes vivent leur crée beaucoup de stress", constate François Guennoc, qui assure que des distributions de nourriture ont été mises en place par les associations pour pallier "des insuffisances en quantité et en qualité". "De plus, en ce moment, moins de camions effectuent la traversée", en raison des restrictions dues à la pandémie, continue-t-il. Les occasions de monter dans l'un de ces véhicules sont donc plus rares, ce qui ajoute au stress ambiant.

"On comprend très, très bien que les gens se révoltent, ça fait deux ans qu'un jour sur deux la police leur demande de ramasser leurs affaires. Ce n'est pas étonnant que ça explose", affirme de son côté Claire Millot.

De leur côté, [cinq migrants érythréens](#) ont déposé plainte pour "coups et blessures volontaires" contre une compagnie de CRS à Calais, disant avoir subi de multiples "actions agressives", des "insultes", "gazages" et "passages à tabac" entre le 26 et le 31 mars.

"Ils accélèrent dans leurs véhicules en roulant dans notre direction, comme s'ils voulaient nous écraser. Ils ont également emmené des gens avec eux dans des endroits éloignés de Calais et les ont frappés jusqu'à ce qu'ils perdent connaissance", ont-ils écrit dans une lettre ouverte publiée le 14 avril sur la page Facebook de l'association Utopia 56. Le parquet de Boulogne-sur-mer a précisé que l'IGPN (la "police des polices") avait été saisie de l'enquête.